

3 ■ **À L'ÉTRANGER**  
Retraites en Suède: un système qui marque des points, un modèle pour réformer la France ?

6 ■ **L'IFRAP EN ACTION**  
Constitution: le Parlement veut (enfin!) se doter d'un office d'évaluation des politiques publiques

10 ■ **LE MACHIN DU MOIS**  
À quoi sert le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ?

11 ■ **DOSSIER**  
**Conservateur des hypothèques**  
**Les privilèges d'un statut à dépoussiérer**  
■ Un travail indigne de hauts fonctionnaires expérimentés, mais si bien payé.  
■ Un simulacre de responsabilité personnelle  
■ Un mode de rémunération dérogatoire typique de l'ancien régime  
■ Un an de sinécure, 30 ans de retraite dorée  
■ Un métier bouleversé par la technologie, un statut sclérosé  
■ 493 conservateurs pour 354 conservations

19 ■ **LIVRES**  
Le droit fiscal des affaires dans la perspective du contentieux, M<sup>e</sup> Debat

20 ■ **DÉCRYPTAGES**  
Le RSA, une vraie révolution... et une bien triste vision du travail et des relations employeur-employé

22 ■ **ENTREPRISES**  
Faire grossir les PME: une fausse piste

24 ■ **SANTÉ**  
Accidents sportifs: comment l'assurance-maladie peut économiser 1 milliard d'euros ?

26 ■ **SYNDICATS**  
Le devenir de la prime de fusion à Bercy

28 ■ **L'IFRAP ET LES MÉDIAS**  
Passages médias de mai

## ÉDITO

### Les mains dans le cambouis

Un an après l'arrivée du gouvernement de François Fillon aux commandes d'une France en mal de vraies réformes, la plupart des chantiers importants restent ouverts et particulièrement un qui nous tient à cœur: celui du contrôle de l'efficience des politiques publiques par le Parlement. Vous prendrez connaissance dans ce numéro de la bataille que l'iFRAP a dû livrer face aux adversaires de cette réforme dans le cadre de la discussion de la réforme constitutionnelle. Afin de faire accepter cette mesure par le Parlement et le Gouvernement, nous avons soutenu, étape par étape, les députés courageux désirant imposer dans la Constitution le principe de la création d'un office parlementaire d'évaluation des politiques publiques. Nous l'avons fait, entre autres, par le biais d'un message Internet signé par plus de 8 000 internautes, par une conférence de presse et par des relances aux députés afin qu'ils soient en séance au moment du vote dans l'hémicycle pour soutenir Louis Giscard d'Estaing et Jean-Michel Fourgous. En outre, nous avons rappelé à tous les protagonistes la teneur d'une lettre signée de Nicolas Sarkozy (avril 2007): « *Je soutiens totalement la démarche qui est la vôtre, et je vous indique d'ailleurs que mon projet présidentiel propose de donner au Parlement les moyens de contrôler l'action de l'administration, l'utilisation des crédits ainsi que la pertinence des politiques publiques, par la création notamment d'un organisme d'audit et de contrôle sur le modèle britannique ou canadien qui a largement fait ses preuves.* » Ces quelques lignes valent mieux qu'un long discours.



| Agnès VERDIER-MOLINIÉ |

**SOCIÉTÉ CIVILE** est une publication de l'Institut Société Civile – association loi 1901. Mensuel. Prix au numéro: 8 €. Abonnement annuel: 65 €. 5 rue Cadet, 75009 Paris. Tél. 01 42 33 29 15. Fax 01 40 26 47 19. www.ifrap.org

Directeur de la publication: Jacques de Trentinian. Directrice de la rédaction: Sandrine Gorreri. Directeur adjoint: Julien Lamon. Rédacteurs en chef: Agnès Verdier-Molinié (institutions, santé, syndicats), Philippe François (retraites, santé). Équipe de rédaction: Bertrand Nouel (justice, emploi), Julien Lamon (aides publiques, environnement), Samuel Servière (fiscalité), Sarah Perez (universités). Responsable du service abonnements: Monique Olivet. Conception éditoriale et graphique, secrétariat de rédaction: TEMA/presse (03 87 69 18 01). Mise en page, correction-révision: Pixel Image. Photo de Une: *Portrait d'homme dit autrefois de William Bentinck* attribué à Rigaud Hyacinthe (1659-1743). © RMN / Gérard Blot. Imprimerie: Socos'print, Épinal (88). Dépôt légal: juin 2008. ISSN: 1299-6734. CPPAP: 1109 G 82410.